

Bobard d'Etat

Version officielle - Ces derniers jours la mediasphère diffuse à l'attention du grand public une information dont la précision semble admirable compte tenu de la conjoncture : la crise économique « provoquée par le Covid-19 » se traduit, début avril 2020, par une baisse du PIB (Produit Intérieur Brut) français comprise entre 6 et 10%. Fichtre ! Décidément, l'élite de notre pays, même confrontée à une situation inédite, pullule d'experts capables des analyses les plus pointues.

Déterminer avec une telle exactitude un pourcentage de perte dans un contexte aussi chaotique, relève d'une performance dont seuls des génies comme notre ministre de l'économie peuvent se prévaloir. C'est extrêmement rassurant, on se dit qu'entre les mains de spécialistes aussi visionnaires, aucun risque n'existe de voir la situation se dégrader à l'extrême puis d'échapper à tout contrôle.

Non, là c'est du solide, du fiable : ces messieurs nous disent que nous allons perdre beaucoup, mais à des hauteurs encore maîtrisables, réparables, pour peu, bien entendu, que le bon peuple s'échine à bosser jusqu'à 60 heures par semaine pour des salaires malingres pendant une durée impossible à déterminer. Certes, il est fâcheux de devoir demander plus d'efforts à la populace déjà pressurisée à outrance depuis la fin des années 1970, mais que voulez vous, c'est le prix à payer pour maintenir le système en place (dont on nous dit depuis l'enfance que c'est « le plus mauvais, à l'exception de tous les autres », et autres sentences cyniques présentées comme indiscutables.)

D'où l'histoire à dormir debout que l'on nous raconte en boucle : la crise économique actuelle, causée par une pandémie impossible à prévoir, va se traduire en France par une récession d'environ 10% du PIB, laquelle ne pourra être surmontée qu'au prix d'efforts supplémentaires de la part des serfs de la république, c'est-à-dire vous et moi.

Contestation

Evidemment, il faut s'attendre à voir contredire cette affirmation par les habituels esprits chagrins, infestant les rangs des gaulois réfractaires. Car pour tous ceux que faillite, perte d'emploi, dégradation soudaine du niveau de vie et autres bonheurs des temps modernes vont frapper de plein fouet, cette baisse du PIB pouvant sembler contrôlable « sur le papier » va concrètement se traduire par du sang et des larmes.

En réalité, personne ne sait rien, aucun analyste sérieux ne se risquerait à faire la moindre prévision concernant les chiffres à venir, surtout au moment où Monsieur le Président de la république vient d'annoncer le prolongement jusqu'au 11 mai 2020 de notre incarcération à domicile.

Même si une reprise de l'activité normale était décrétée dès demain, les dégâts infligés à l'économie productive populaire auraient déjà des conséquences dramatiques.

La prolongation de ce blocage irrationnel va achever toutes les petites structures déjà durement éprouvées par des années de vaches maigres, dont le mois écoulé a été la mortifère apothéose.

C'est pourquoi il convient de ne pas se voiler la face :

Le PIB français ne va pas subir une régression limitée à 6 ou 10%.

Nous assistons à un écroulement général encore bien plus grave.

Réalité de terrain

Ce qui se joue actuellement, pendant qu'on nous bourre le mou avec des faux chiffres, des paroles d'experts bidon et des projections calculées au doigt mouillé, c'est la destruction pure et simple de tout ce que nous avons bâti depuis 40 ans.

Pour s'en convaincre, il suffit d'une simple enquête de terrain, consistant en l'occurrence, à consulter quelques petits chefs d'entreprises, commerçants, artisans et autres libéraux, tous ces gens dont le travail acharné durant ces dernières décennies a permis de ralentir autant que possible l'inéducable déconfiture du tissu économique français.

Les réponses collectées auprès d'un échantillon d'une trentaine de professionnels répartis sur le territoire, font froid dans le dos car elles révèlent crûment une baisse du CA (Chiffre d'Affaires) global comprise entre -70 et -100% ...

Même si les assureurs, informaticiens, gestionnaires de patrimoines et autres activités prospérant grâce à une clientèle aisée, semblent avoir assez bien résisté à ce premier mois de détention généralisée, des pans entiers de la production populaire sont déjà dans le rouge foncé : restauration, hôtellerie, tourisme, soins médicaux ou paramédicaux, artisanat, réparation et dépannage auto. En fait, tous les commerces « non essentiels », clé de voûte financière de notre société de loisirs, ont subi depuis le 17 mars 2020 un fort ralentissement voire un arrêt brutal et total de leurs recettes.

Quand on connaît le poids réel des TPE et PME, représentant 99,8% des unités de production de ce pays, il est impossible de croire que leur asphyxie en cours, prévue pour durer au moins jusqu'au 11 mai, par la grâce du pouvoir en place, se limitera à la régression annoncée par Monsieur Lemaire et les médias aux ordres. L'avalanche des dépôts de bilan à laquelle nous allons assister va dépasser de très loin les projections officielles les plus pessimistes, personne n'a aucune idée de l'ampleur de la catastrophe « en marche ».

Conclusion :

Une fois de plus, on nous mène en bateau, on nous berce avec des comptines pour enfants en espérant nous rassurer assez pour nous convaincre de laisser les commandes aux artistes qui nous ont plongés dans cette panade : tout en contractant une dette colossale de 2500 milliards d'euros, dont on peut constater qu'elle n'a pas servi à équiper les hôpitaux, les têtes pensantes présidant à nos destinées ont ravagé les acquis sociaux, détruit l'industrie et prouvé à maintes reprises leur incompétence.

Mais cela ne les empêche pas aujourd'hui d'annoncer des pourcentages, de nous donner doctement des leçons de gestion, comme si nous étions encore enclins à suivre aveuglément ces véritables orfèvres du mensonge dont l'immoralité n'a d'égale que la cupidité.

Cette situation était déjà insupportable, comme l'ont bien démontré les 15 mois de Gilets Jaunes, mais cela sera bien pire lorsque le remboursement des dépenses envisagées pour sauver ce système putréfié s'ajoutera à la dette actuelle.

Si on les laisse faire, ceux dont les incessantes magouilles ont conduit la France au bord d'un gouffre sans fond, vont continuer à manoeuvrer pour leurs propres intérêts au détriment de la

logique, du bon sens et de l'intérêt général. Le savoir sans réagir, donnerait raison au Général De Gaulle qui nous traitait de veaux, tout en nous condamnant à l'esclavage au sein d'un univers techno carcéral qu'aucun être humain sain d'esprit ne peut envisager sans frémir de dégoût.